

POINT DE VUE

les enfants du siècle

« La vraie richesse, c'est le choix »

Le siècle a 17 ans, eux aussi. Ils ne voteront pas cette année. Nous sommes allés à la rencontre de jeunes, filles et garçons, ruraux et urbains, étudiants et apprentis, afin qu'ils nous livrent un peu de leurs réflexions.

Louise est née le 23 février 2000, elle est en première S au lycée Fabert de Metz et vit avec ses parents au Ban-Saint-Martin. Sportive, studieuse, joyeuse, généreuse.

• **Ce qui l'inquiète** : « La montée des extrêmes. On voit ce qu'il se passe aux États-Unis, en France. On sent un ras-le-bol général, et ce n'est pas bon pour le vivre ensemble, pour nos valeurs, liberté égalité fraternité. Il y a un refus de l'étranger. Les religions ? Non : les attentats, ce n'est pas une histoire de religion, ce sont des actes contre la liberté. »

• **Ses envies** : « Je voudrais faire des études de magistrature. Il y a trois-quatre ans, j'ai rencontré un procureur, il m'a parlé de son quotidien, ça m'a intéressée, comme l'idée de rendre une justice qui soit la même pour tous. »

• **Ses indignations** : « Les inégalités sociales, la pauvreté. Les gens dans la rue quand il fait froid, les familles en galère à la fin du mois, les migrants et leurs conditions de vie. Et lorsque les familles sont dans ces situations, il y a moins de possibilités de faire des études. La vraie richesse, c'est le choix. On blâme un peu ceux qui ont réussi,

mais c'est aussi une forme d'intolérance, je n'aime pas ça. Ce n'est pas qu'aux élus, aux politiques, de résoudre seuls ces problèmes, ils doivent arriver à obtenir l'aide du peuple. »

• **Ses espoirs** (elle cherche un mot) : « Fébrile. Je trouve que la France est fébrile, j'ai l'impression qu'on a perdu une forme d'unité. Ce qui serait bien, c'est que tout le monde cherche des solutions ensemble. Mais je pense que le pays va aller mieux, il s'est relevé lorsqu'il y a eu des guerres, les gens l'ont fait ensemble. On est plus fort quand on est uni. »

L'Europe ? Je ne me vois pas trop en dehors de l'Europe. En plus, la France fait partie des pays fondateurs. J'adore les voyages, découvrir des cultures, ce que j'ai eu la chance de faire avec mes parents. Avec le lycée, on part la semaine prochaine au Danemark. Un copain m'a dit que leur système scolaire semblait mieux qu'ici, tous les élèves doivent faire une année de coupure après le Bac, ils voyagent, font des stages, travaillent, explorent des possibilités. L'intelligence, ce ne sont pas les bonnes notes. »

Recueilli par C. B.



Louise estime que les solutions passent par la réflexion citoyenne collective. Photo Marc WIRTZ

D'ici au premier tour de l'élection présidentielle, le 23 avril, nous vous emmènerons à la rencontre des habitants de ce territoire. Nous vous exposerons leurs espoirs, leurs inquiétudes, leurs coups de gueule comme leurs coups de cœur. L'idée n'est pas de dresser un catalogue de revendications à quelques semaines du scrutin. Mais de donner la parole à des gens qui ne l'ont pas forcément souvent. De prendre le pouls de cette France de 2017 et de ses habitants.

La France de 2017

Chaque vendredi donc, pendant huit semaines, vous retrouverez cette page spéciale composée d'un long reportage, d'un portrait de militant politique et du point de vue d'un lycéen de 17 ans. Alors, bonne lecture !

PORTRAIT DE MILITANT

« Vous croyez que je suis idéaliste ? »

« Cela a surpris mes proches, mais j'essaie de les convaincre », sourit Christine, qui s'engage pour la première fois en politique pour Emmanuel Macron.



« Plus la campagne avance, plus je m'engage. Je suis motivée, pour mes enfants et mes petits-enfants », crie Christine, qui veut « donner un coup de main » contre le sectarisme. Photo Marc WIRTZ

Le flux des Marcheurs messins ne s'est pas interrompu, hier, dans l'arrière-salle de l'Opéra Café, pour leur ultime comité de réflexion. Christine est obligée de forcer un peu sa voix. « Vous croyez que je suis idéaliste ? Peut-être. C'est sans doute la démarche de tout nouvel engagé, quel que soit le parti. Mais nous, nous avons la conscience qu'une entreprise extraordinaire est en marche. »

Christine Quenette s'engage pour la première fois en politique. Et c'est pour Emmanuel Macron. « J'ai 66 ans, vous pouvez l'écrire », sourit cette médecin, toujours en activité à l'Agence régionale de santé (ARS). « Je me suis toujours intéressée à la politique et à l'économie, mais de loin. Depuis des décennies, j'étais déçue. J'allais toujours voter quand même. » C'est son fils, travailleur dans la finance à l'étranger qui, il y a plusieurs mois, commence à lui parler de ce ministre de l'Économie. « Il a compris tout de suite qu'il se passait quelque chose. Et moi aussi. »

Le jour où Emmanuel Macron annonce sa candidature, Christine décide d'en être et devient une de 151 Marcheuses, militantes, de Metz, parmi les 1 800 adhérents de Moselle.

Elle a participé à tous les comités de réflexion. Ce concept novateur pour faire remonter, démocratiquement, les idées constituant aujourd'hui « non pas un programme, mais un projet, le contrat avec les Français ». La méthode crée un enthousiasme

après de ceux, de tous âges et de tous milieux, qui ne s'étaient jamais encartés. Ou de ceux qui ont ou vont rendre leur carton PS, MoDem, UDI... « On échange sur tout. Certains maîtrisent les problématiques, c'est enrichissant. On n'est pas toujours d'accord, mais c'est toujours respectueux. La diversité est importante. Chacun doit apporter sa pierre et tenir compte de l'avis de l'autre. »

« Chacun doit apporter sa pierre et tenir compte de l'avis de l'autre »

Christine ne brigue aucun mandat. Elle « donne un coup de main pour lutter contre le sectarisme et le défaitisme. » Avec l'idée de progrès chevillée au corps. Et d'Europe. « Et je continuerai, même après la campagne. La ferrière perdurera, c'est sûr. » Cette campagne, c'était également la découverte des meetings politiques à Paris, Lyon et Metz évidemment, quand son candidat est venu trois jours après sa déclaration de candidature. Elle l'a aperçu de loin. « Je n'ai pas fait de selfie », plaisante-t-elle. Pas groupe, mais carrément convaincue.

L. L.

GRAND ANGLE

reportage dans la région messine

Plombés par une année 2016 catastrophique et une absence de visibilité, les agriculteurs n'ont pas le moral en cette année électorale. Reportage sur le plateau de Gravelotte.

Le malaise des agriculteurs



L'exploitation de Christophe Jacques, à Rezonville, est la dernière du village (il y en a sept) où l'on produit encore du lait.

Photo Maury GOLINI

Cela fait plus de vingt ans que Christophe Jacques est installé en Gaec avec son frère à Rezonville, à une quinzaine de kilomètres de Metz. Dans cette exploitation familiale, où l'on produit du lait et des céréales, « tout allait bien » jusqu'à ce que le cours du lait chute de façon importante. « Au plus bas, le prix d'achat est tombé à 270 €/1 000 litres alors qu'il nous en faut au moins 300 pour vivre », confie l'éleveur. Si le cours du lait est remonté ces dernières semaines, il demeure très volatil. « On n'a aucune visibilité », résume Christophe Jacques. Aucune garantie sur les prix auxquels on vendra nos productions demain alors que tous les intrants nous coûtent de plus en plus cher. »

Des charges qui augmentent... alors que les revenus, eux, baissent ou fluctuent énormément d'une année sur l'autre, voilà sans doute l'un des principaux problèmes auxquels les agriculteurs sont confrontés. Mais côté solutions, Christophe Jacques ne croit pas aux miracles et aux promesses de campagne. Même en plein Salon de l'agriculture. Le paysan rezonvillois ne sait même pas pour qui il ira voter dans quelques semaines. « Il n'y a personne qui se démarque. » Non pas que la politique ne l'intéresse pas, mais, aujourd'hui, l'actualité, pour lui et son frère, c'est de redresser

les comptes de l'exploitation.

Car l'an dernier, entre un prix du lait trop bas et une récolte de céréales dramatique (conjuguée à une baisse des prix), « on a travaillé à perte », explique-t-il. Les deux frères ont donc dû se tourner vers leur banque pour passer ce cap difficile. Ils ont obtenu un crédit de trésorerie cette fois, car ils n'avaient jamais rencontré de difficultés jusque-là. Mais qu'en sera-t-il demain ? Christophe Jacques n'exclut aucune hypothèse. Pas même l'idée de vendre son troupeau d'une cinquantaine de vaches allaitantes. Pour faire quoi ensuite ? Il n'en sait rien. Impossible de prévoir quoi que ce soit dans un contexte pareil.

À quelques kilomètres de là, dans la ferme de Chanteraine, à Vernéville, Olivier Mayer est lui aussi très inquiet. Après une année 2016 très compliquée, marquée par cette très (très) mauvaise récolte de céréales – « au moins 30 % de production en moins », détaille Olivier –, 2017 démarre également très mal. Déjà parce que « les colzas ont gelé ». Mais, surtout, parce qu'il vient d'apprendre, lors d'une réunion à la Chambre d'agriculture, qu'il avait dix-huit mois pour adapter son exploitation aux nouvelles normes biosécurité. Des mesu-

res imposées dans toutes les exploitations de volailles et d'oiseaux dans le cadre de la prévention contre la grippe aviaire. Or, à la ferme de Chanteraine, la production de volailles (poulets, pintades, chapons, canards) constitue justement l'une des grosses sources de revenus. « Les contraintes imposées sont très importantes. Cela va nous demander d'énormes investissements... pour produire moins. On va être obligé de passer de 4 000 à 2 000 volailles par an. » Bref, de repenser complètement le modèle économique de l'exploitation familiale. « On pensait embaucher deux salariés cette année, mais on ne pourra pas malheureusement. Je suis optimiste habituellement, mais, là, c'est compliqué. »

« Je suis optimiste habituellement, mais, là, c'est compliqué »

Optimiste, Béatrice Naut l'est aussi. L'agricultrice de Rezonville, qui dirige la ferme de Pégase, veut également croire à un avenir meilleur pour le monde paysan. Ce qu'elle espère, c'est que les fermes pédagogiques comme la sienne seront davantage aidées par les pouvoirs publics. « On reçoit 3 000 enfants par an depuis vingt ans, on fait un travail important de médiation pour l'agriculture, mais on ne reçoit aucun soutien financier à l'exception

du conseil départemental. »

Son exploitation se retrouve, elle aussi, fragilisée après une année 2016 noire pour la production céréalière (elle a une cinquantaine d'hectares), mais elle demeure convaincue que la stratégie de diversification, dans laquelle la ferme de Pégase s'est engagée depuis longtemps, est l'une des solutions à suivre pour le monde agricole. Diversifier ses activités, c'est justement ce qu'a fait Delphine Sautré, agricultrice à Châtel-Saint-Germain. Éleveuse de volailles, elle s'est spécialisée dans la vente directe auprès des particuliers. « Je fais moi-même mes livraisons dans un rayon de 50 kilomètres. » Mais ce n'est pas tout. Car cette ancienne citadine – elle a grandi au Sablon, à Metz – fait aussi des repas pour des groupes de marcheurs, des chasseurs, des familles. Avec, au menu, bien sûr, des volailles et du pâté made in Châtel.

Bref, dans la campagne messine, on n'a pas de pétrole, mais on a des idées. Des idées, mais aussi une passion pour la terre. Et pour cet exigeant et valorisant métier d'agriculteur. « On n'a peut-être pas de gros salaires, mais on aime ce qu'on fait », appuie Olivier Mayer. « Et ce qu'on demande, ajoute Béatrice Naut, c'est juste de pouvoir vivre du fruit de notre travail. »

Fabien SURMONNE.

les phrases

« On préférerait vivre uniquement de la vente de nos productions plutôt qu'avec des aides. »

De Christophe Jacques, agriculteur à Rezonville.

« Ce qu'on a connu au niveau céréales l'an passé, aucune exploitation n'en est sortie indemne. »

De Béatrice Naut, agricultrice à Rezonville.



Olivier Mayer, agriculteur à Vernéville. Photo Maury GOLINI



On compte de moins en moins d'éleveurs laitiers dans le secteur. Photo Maury GOLINI



Delphine Sautré, agricultrice à Châtel-Saint-Germain. Photo Maury GOLINI